

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan

N° 107 du 12.01 au 09.03.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

[MANLIO DINUCCI : LA PRIVATISATION DE LA GUERRE](#)

Quel est le métier le plus dangereux dans les forces USA/OTAN en Afghanistan ?

L'Afrique est sans défense face à l'offensive militaire euro-US.

René Cagnat : L'OTAN en Afghanistan : une armée encerclée ?

Guerres de l'Otan

1 Politique

Fogh Rasmussen

L'Otan n'interviendra pas en Syrie, même sous mandat de l'Onu.

Syrie

Géopolitique et stratégie

Frieder Wagner : Cyniques ambitieux de pouvoir.

Sur le terrain

Circulation d'armes libyennes et situation explosive au Sahel

Le président malien accuse l'Otan

c Les USA

Obama

[Joseph Gerson](#) : [Les sinistres implications du nouveau plan de défense d'Obama.](#)

Dans les coulisses

Les plans du stratège états-unien Zbigniew Brzezinski, :

Destruction Libye - Les alliés

Canada

L'Otan dans le monde

France

Christophe Barbier : La LCI mi-avril... 2011

RUSSIE

Vladimir Poutine s'exprime sur la politique étrangère.

Poutine : [Printemps arabe: droits de l'homme ou restructuration des marchés?](#)

RIA Novosti : [LA RUSSIE UTILISERA L'ARME NUCLEAIRE SI SON INTEGRITE EST MENACEE. VOILA OU CONDUIT LA MEGALOMANIE D'OBAMA ET DE SES LAQUAIS.](#)

2 Dossiers

Le double veto pour interdire la guerre impériale contre la Syrie

2-1 Le CCG et l'OTAN perdent leur leadership.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Julie Lévesque : La mission secrète des médias dominants

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 Julie Lévesque : Les États-Unis, l'OTAN et des États du Golfe s'apprêtent à affronter l'Iran.

4-2 Jean-Marie Chauvier : Russie : géopolitique de l'énergie

Tiré à part

[MANLIO DINUCCI : LA PRIVATISATION DE LA GUERRE](#)

Quel est le métier le plus dangereux dans les forces USA/OTAN en Afghanistan ?

Pas celui de soldat, comme il pourrait sembler, mais de contractor (*mercenaire, NdT*).

Selon les données officielles, ont été tués en Afghanistan, l'an dernier, plus de contracteurs de compagnies militaires privées étasuniennes que de soldats de l'armée étasunienne : 430, contre 418. A coup sûr beaucoup plus, puisque les compagnies n'ont pas l'obligation de rendre publiques les morts de leurs salariés. Il en va de même pour les blessés, dont le nombre dépasse celui des morts. La majorité des tués en 2011 (386 sur 430 morts) opérait en Afghanistan pour le compte du Pentagone, les autres pour le Département d'état et la Usaid (l'agence fédérale pour le « développement international », de fait militarisée). Ces données confirment qu'un nombre croissant de fonctions, auparavant assurées par les armées officielles, se trouve confié à des compagnies militaires privées. Selon les données officielles, opèrent en Afghanistan pour le compte du Pentagone plus de 113mille contracteurs de compagnies privées, tandis que les soldats étasuniens sont environ 90mille. Les contracteurs sont pour 22% des citoyens étasuniens, pour 31% d'autres pays et 47% des Afghans. Dans la zone du Commandement central étasunien, qui comprend aussi l'Irak, les contracteurs du Pentagone sont plus de 150mille. S'y ajoutent ceux employés par d'autres départements et par des armées alliées, dont le nombre est inconnu, mais certainement élevé. Ceux-ci sont fournis par un oligopole de grandes compagnies, structurées comme de véritables multinationales. Parmi les plus qualifiées, la *Xe Services Llc* (auparavant connue comme Blackwater) qui fournit des « solutions innovantes » au gouvernement étasunien et à d'autres. La *DynCorp International*, qui s'autodéfinit comme une « entreprise globale multiforme », spécialisée en « imposition de la loi, *peacekeeping* (maintien de la paix... *NdT*) et opérations de stabilité ». Avec un personnel de dizaines de milliers de spécialistes, cette société anonyme de la guerre a accumulé une riche expérience dans les opérations secrètes, depuis que, dans les années 1980, elle aida, pour le compte de la Cia, Oliver North à fournir des armes aux *contras* nicaraguayens, et dans les années 1990, toujours pour le compte de la Cia, entraîna et arma l'Uck au Kosovo. Ces compagnies et d'autres, desquelles émerge la *L-3 Communications*, s'occupent aussi de télécommunications militaires, construction de bases, « fourniture de sécurité » et « interrogatoire de prisonniers ». De nombreux contracteurs proviennent des forces spéciales et des services secrets ; d'autres assurent la fonction de gardes du corps, interprètes, techniciens en services logistiques. Tous cependant appartiennent à l'armée ombre privée, qui flanque celle officielle de plus en plus formée de forces spéciales dont les opérations sont elles aussi secrètes. La stratégie des privatisations, avec laquelle on démolit le bien public à l'avantage des élites économiques et financières dans les mains desquelles se trouve le pouvoir réel, est donc valable aussi pour la guerre. Avec l'avantage que son cours de sang, comme un fleuve karstique, circule de façon souterraine, pour sauver les apparences et ne pas inquiéter l'opinion publique des « grandes démocraties occidentales ». Ce qui n'est par contre pas privatisé c'est la dépense pour la guerre qui, payée en deniers publics, accroît la dette qui retombe sur la majorité des citoyens. Obligés de payer les « solutions innovantes » de la *Xe Services Llc*.

Edition de mardi 14 février 2012 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120214/manip2pg/14/manip2pz/318007/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://jacques.tourtaux.over-blog.com.over-blog.com/categorie-12287616.html>

L'Afrique est sans défense face à l'offensive militaire euro-US.

Glen Ford

Tandis que les USA et leurs alliés de l'OTAN progressent vers le Sud pour renforcer leur emprise sur l'Afrique, après avoir pris possession de la Libye et de ses gigantesques champs pétrolifères, la plupart des dirigeants africains semblent approuver leur réinsertion dans l'Empire. L'AFRICOM se trouve déjà dans une position favorable, où les Africains eux-mêmes l'ont placée.

Les USA et leurs alliés ont entamé une offensive en Afrique et en Asie, une attaque sur plusieurs fronts qui dans certaines régions rappelle un « blitzkrieg ». Cette agression effrénée a débuté avec la transformation de l'OTAN en corps expéditionnaire pour renverser le régime libyen, et s'apprête maintenant à détruire l'ordre laïc syrien. Bien que depuis des années on se soit appuyé sur des plans visant à changer ouvertement ou discrètement les régimes de pays ciblés, en parfait accord avec l'impératif historique du capital mondialisé : soumettre à la matraque la planète entière pour en faire un marché docile aux ordres de Washington, Londres et Paris, l'offensive actuelle s'est heurtée à une évolution imprévue : le cauchemar d'un réveil arabe.

La perspective d'un printemps arabe au début de l'année 2011 a déclenché une véritable hystérie dans les capitales impériales. Brutalement la rue arabe vous plaçait devant votre propre mort géopolitique. Washington comprend très bien que l'émergence de régimes arabes conformes à la volonté populaire conduirait rapidement, selon l'expression chère à Chomsky, à éjecter les USA de la région - sonnante le glas non seulement d'un Occident assoiffé de pétrole, mais aussi des filiales du capital international que constituent les autocraties putrides du Golfe persique.

Visant à des siècles de domination euro-US Washington, Londres et Paris se sont hâtés de faire de l'OTAN l'instrument d'une opération « Shock and Awe » contre leur cible préférée en Afrique du Nord : Mouammar Kadhafi. L'onde de choc de cette démonstration de force a jeté dans les rues de Damas les suppôts de l'impérialisme. Mais l'Afrique est la région la plus exposée sur le sentier de guerre des USA - un continent prêt à tomber dans leur escarcelle grâce aux innombrables liens que les classes politiques et militaires africaines entretiennent avec l'impérialisme. Les USA et leurs alliés, les Français au premier rang, sont en position de « croquer » la plus grande partie de l'Afrique avec la collaboration de la plupart de ses gouvernements et surtout des militaires.

L'AFRICOM, créée en 2008 par l'administration Bush, et désormais la créature à part entière de la doctrine d'intervention « humanitaire » d'Obama, revendique la responsabilité militaire de tout le continent hors l'Égypte. Le commandement militaire US a réuni un nombre impressionnant d'alliances avec des organisations régionales et des blocs de pays représentant tout le continent à quelques exceptions près - d'ailleurs déjà dans le collimateur. Les USA progressent brutalement vers le Sud après avoir conquis la Libye, mais ce sont les Africains eux-mêmes qui leur ont aplani la route.

La guerre menée par les USA en Somalie, qui s'est intensifiée de manière dramatique avec l'invasion éthiopienne soutenue par les USA, a maintenant été légitimée par l'IGAD (*International Authority on Development in East Africa*), qui inclut l'Éthiopie, le gouvernement somalien fantoche de Mogadiscio, le Kenya, l'Ouganda, Djibouti, protectorat français *de facto* et nominalement le Soudan.

L'opération - nominale - de l'ONU en Côte d'Ivoire pour renverser le régime de Laurent Gbagbo, dirigée par la France, a été approuvée par la CEDEAO, l'Union économique qui regroupe 16 États d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

L'AFRICOM organise tous les ans de gigantesques manœuvres militaires du nom d'African Endeavor qui entraîne les armées africaines au maniement des « pratiques standard de communication ». On leur enseigne les procédures de commandement et de contrôle US sur des équipements militaires US et sous la surveillance de conseillers US. En 2009, les armées de 29 pays africains avaient pris part à ces manœuvres. Cette année, 40 pays participaient à African Endeavor, constituant la plus grande concentration d'hommes en armes en Afrique.

Plus sournoise encore est la doctrine du « soldat à soldat », qui encourage les gradés de même rang des armées états-unienne et africaines à établir des relations personnelles à tout niveau : général/général, colonel/colonel, major/major et même capitaine/capitaine. L'AFRICOM espère établir ainsi des relations personnelles durables avec les armées africaines, quels que soient les régimes en place.

Au Sahel l'AFRICOM entretient des relations étroites avec pratiquement tous les États qui bordent le Sud du Sahara, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Océan indien, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Il s'agit de la Mauritanie, du Mali, du Tchad et du Niger, plus le Nigeria et le Sénégal. Au Nord, l'AFRICOM maintient les mêmes liens avec les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et jusqu'à cette année avec la Libye de Kadhafi.

C'est souvent l'AFRICOM qui est la véritable force derrière des interventions dites « africaines ». L'AMISOM (Mission de l'Union africaine en Somalie), officiellement la prétendue « force de maintien de la paix » en Somalie, se compose en réalité de troupes ougandaises et burundaises, deux gouvernements fantoches au service des USA ; elles fonctionnent comme mercenaires de Washington et sont payées essentiellement par les USAméricains. 500 soldats venus de Djibouti doivent bientôt s'y joindre. Des années durant l'AMISOM a été la seule force qui a sauvé le régime fantoche de Mogadiscio de l'anéantissement par la résistance des Shabab. Aujourd'hui les combattants de l'Union africaine ont reçu des renforts et mènent, en commun avec les envahisseurs kenyans et éthiopiens, une offensive destinée à prendre en tenaille les Shabab et à les exterminer. La mort vient du ciel sous forme de drones US basés en Éthiopie et à Djibouti. Et donc une armée qui se dit le bras armé de l'Union africaine est un outil de guerre US dans la Corne de l'Afrique - un conflit que les USA ont allumé et qui est également soutenu par l'alliance régionale de coopération, l'IGAD.

L'invasion de l'Érythrée, adversaire de l'Éthiopie et l'un des rares pays à rester en-dehors de la nébuleuse de l'AFRICOM n'est plus qu'une question de temps. Sans nul doute ce sera l'œuvre des « forces armées africaines », soutenues par les USA et la France. L'Union africaine, mouillée jusqu'au cou, ne s'y opposera sûrement pas.

Dès que le dernier bastion loyal à Kadhafi est tombé, les interventions « humanitaires » d'Obama se sont profondément enfoncées en Afrique centrale ; 100 hommes des unités spéciales ont été envoyés en Ouganda en vue de missions en République démocratique du Congo, dans le nouveau pays du Sud-Soudan et en République Centrafricaine, un poste avancé du néocolonialisme français, où les USAméricains avaient expédié le Président haïtien Jean-Bertrand Aristide après son enlèvement en 2004. Il est vraisemblable que les « bérets verts » US viendront à bout des 2000 combattants (environ) de l'Armée de libération du Seigneur - une force que les Ougandais auraient été à même d'anéantir à eux seuls, s'ils n'avaient été occupés à jouer les mercenaires des USA dans tout le continent. (Dans cette région, le second tueur loyal aux USA est le Rwanda, que l'ONU rend responsable de la mort de millions de Congolais).

L'agression contre la Libye était devenue inévitable dès lors que le Nigéria, l'Afrique du Sud et le Gabon s'étaient déshonorés en approuvant la zone d'exclusion aérienne proposée par le Conseil de sécurité de l'ONU. L'onde de choc de l'offensive euro-USAméricaine s'étend vers les Sud et embrasera bientôt le continent entier. La Corne de l'Afrique n'est déjà plus qu'un champ de bataille où règnent le feu et la famine, œuvre des USAméricains, mais avec le soutien total des Africains et de leurs institutions régionales. En Occident, la CEDEAO sert de légitimation à la politique impériale, pendant qu'au Sahel les Africains se battent pour trouver des objectifs appropriés aux USAméricains. Tous les ans les USAméricains réunissent les militaires du continent pour leur apprendre le commandement et le contrôle de leurs troupes, ce qui rend leurs armées incapables de résister au véritable ennemi : les USA et l'OTAN.

Trompée par une classe politico-militaire désireuse de s'intégrer à tout prix dans le système impérial, l'Afrique est sans défense face à l'agression euro-américaine.

Seuls les bidonvilles et la brousse peuvent détourner cette catastrophe. S'ils veulent résister aux USAméricains et aux Européens, les Africains doivent en premier lieu lutter contre leurs propres gouvernements.

NdlT: J'ai traduit ce texte car il me semble rectifier un peu la désinformation scandaleuse qui a cours dans les médias français. Cependant je doute que Kadhafi ait jamais joué un rôle positif et en ce qui concerne la Syrie je juge urgent d'attendre. En outre je considère que la France n'est autre chose que le jouet des USA dans cette affaire (et en train de perdre son statut de puissance coloniale, ce dont je me réjouirais si c'était au profit des Africains eux-mêmes et non du monde anglo-saxon.) Enfin je regrette que ce texte ignore totalement les intérêts impérialistes des nouveaux pays émergents, principalement l'Inde et la Chine, qui s'approprient notamment les riches terres agricoles africaines, dont ils ont - contrairement aux USA et à l'Europe, intéressés par les seules richesses du sous-sol ainsi que par une main-d'oeuvre sous-payée - un besoin urgent. Inde et Chine doivent en effet nourrir une population pléthorique sur des surfaces chaque jour réduites par l'industrialisation et le mode de vie occidental. L'article ne voit donc pas que le malheureux continent africain est un terrain de conquête où s'affronte le reste du monde. Ceci posé, Dumont avait raison quand il écrivait, voici déjà près de quarante ans: l'Afrique noire est mal partie.-MM

Merci à [Tlaxcala](#)

Source: <http://www.blackagenda-report.com/content/africa-lies-naked-euro-american-military-offensive>

Date de parution de l'article original: 30/11/2011

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6405>

Guerres de l'Otan

1 Politique

Fogh Rasmussen

L'Otan n'interviendra pas en Syrie, même sous mandat de l'Onu.

L'Otan n'interviendra pas en Syrie même si l'Onu lui confie un mandat pour protéger les civils, a déclaré vendredi le secrétaire général de l'Alliance atlantique, en appelant les pays de la région à trouver un moyen de mettre fin aux violences.

Anders Fogh Rasmussen a exclu dans une interview accordée à Reuters que l'Otan fournisse un soutien logistique à l'éventuel établissement de "*corridors humanitaires*", idée suggérée notamment par la France pour venir en aide aux civils pris au piège dans les villes encerclées par les forces du président Bachar al Assad.

"*Nous n'avons aucune intention d'intervenir en Syrie*", a-t-il déclaré au cours d'une visite à Ankara destinée à marquer le soixantième anniversaire de l'adhésion de la Turquie à l'Otan.

Les forces de l'Alliance atlantique sont intervenues militairement en Libye l'an dernier sous mandat de l'Onu, une condition qui n'est pas encore remplie en Syrie en raison du veto russo-chinois au Conseil de sécurité mais qui ne devrait de toute façon rien changer à l'affaire.

"*Non, je ne crois pas (que nous changerions d'avis) car la structure de la société syrienne est différente, elle est beaucoup plus complexe ethniquement, politiquement et religieusement. C'est pourquoi j'estime qu'une solution régionale doit être trouvée*", a insisté le secrétaire général.

Le "*Groupe des amis de la Syrie*" doit se réunir le 24 février à Tunis pour explorer les moyens de mettre fin à onze mois de répression du soulèvement contre le régime de Bachar al Assad.

ANKARA (Reuters) –

Dans les coulisses

Syrie

Géopolitique et stratégie

Frieder Wagner : Cyniques ambitieux de pouvoir.

Pourquoi j'ai – en tant que chrétien – signé l'appel contre l'embargo sur la Syrie

«Il peut arriver que six députés du parti de gauche «Die Linke» signent un appel contre un embargo sur le régime de terreur syrien, qui oublie malheureusement de mentionner la terreur du régime», déclare Christian Bommarius dans le quotidien «Kölner Stadt-Anzeiger» en avançant de manière véhémement que ces députés sont aveugles d'un œil et d'obédience communiste. Je ne suis pas communiste et j'ai aussi signé cet appel parce que j'ai vu de mes propres yeux à quoi a mené la terreur de la guerre d'Irak et du Kosovo. J'ai vu ce que l'embargo international sur l'Irak a causé comme dégâts. J'ai vu les bébés mourant de faim, les enfants cancéreux qui ont dû mourir parce qu'il n'y avait pas de chimiothérapie. J'ai vu les bébés malformés, qui meurent à Bagdad et à Basra parce que leurs parents ont été contaminés par des nanoparticules radioactives que les bombes à l'uranium des alliés ont laissées dans ces pays – un crime de guerre.

Alors je me demande si ces politiciens ne sont pas plutôt des cyniques irresponsables, ambitieux de pouvoir et hypocrites. Aucun homme d'Etat européen ne s'est jusqu'à présent soucié du fait qu'uniquement au cours des soixante dernières années, plus de deux cents interventions militaires ont été effectuées par les Etats-Unis, en Amérique latine et centrale et dans le monde entier, sans mandat de l'ONU. Cela ne dérange personne, jusqu'à aujourd'hui, qu'à la suite des guerres menées par les Etats-Unis depuis 1949 au moins six millions de soldats et de civils aient été tués. C'est le politologue John Tirman, directeur du Massachusetts Institute of Technology, qui a cité ce chiffre dans un article du «Washington Post». Qui sait déjà que des collaborateurs de commissions d'enquête du Congrès des Etats-Unis ont établi une liste de tous les meurtres perpétrés par les services secrets américains? Il en ressort qu'entre 1949 et 1991 ces services ont tué ou tenté de tuer plusieurs hommes d'Etat étrangers, dont – selon ces rapports du Congrès des Etats-Unis – le chef d'Etat cubain Fidel Castro à lui seul huit fois!

Les Etats-Unis et l'OTAN sont intervenus à plusieurs reprises dans des soi-disant «Etats voyous» sous prétexte d'y apporter «liberté et démocratie», en affirmant que ces Etats avaient des armes de destruction massive. Mais un pays auteur de telles interventions n'est-il pas lui-même un Etat voyou quand il mène une guerre d'agression contre un pays avec des armes à l'uranium, qui se révèlent elles-mêmes être des armes de destruction massive puisqu'encore plusieurs millénaires après leur utilisation elles rendent moribondes les personnes vivant dans la région et qu'elles contaminent l'environnement pour l'éternité, suite à une période radioactive qui s'élève à 4,5 milliards d'années?

Ou comment faut-il appeler un pays ayant déclaré, lors de la condamnation des sbires nazis à Nuremberg, qu'une guerre d'agression avec de telles et mêmes armes est le plus grand crime de guerre international, parce qu'une telle guerre unit en elle-même tous les crimes, quand maintenant ce pays mène lui-même des guerres identiques?! C'est pourquoi Noam Chomsky, l'important intellectuel américain, dans son livre «Guerre contre le peuple», qualifie les Etats-Unis d'Etat voyou à cause de ses actions illégales dans le monde entier.

L'histoire se répète. Parfois elle change de lieux d'action. C'est pour cela et pour les raisons citées ci-dessus que j'ai signé ledit appel intitulé «Solidarité avec les peuples de l'Irak et de la Syrie». Car le système, qui se déroule là, nous le connaissons, il a été utilisé par les Etats-Unis et leurs alliés à maintes reprises: on paralyse le commerce extérieur et les opérations financières de tels pays par des embargos, on précipite l'économie dans une crise profonde, on fait tout pour augmenter le nombre de chômeurs, pour aggraver les conflits intérieurs afin de fomenter une guerre civile et créer ainsi un prétexte d'intervention.

Allez voir en Amérique latine dans les années 70, en Irak, au Kosovo, en Somalie, en Afghanistan, en Lybie. Oui, Baschar al-Assad est un dictateur, néanmoins j'ai signé en tant que chrétien parce que même l'opposition syrienne ne désire pas d'intervention de l'Occident. J'ai signé parce que Jürgen Todenhöfer a raison quand il dit: «Pas une seule fois, au cours des deux derniers siècles, un pays musulman ne s'est attaqué à l'Occident. C'étaient toujours les grandes puissances européennes et les Etats-Unis qui étaient les agresseurs. Ce n'est pas la violence des Musulmans, mais la violence de l'Occident qui est le problème de notre temps.» J'ai signé parce que j'ai pensé à l'ancienne ministre des Affaires étrangères américaine, Madeleine Albright, qui, en 1996, a répondu cyniquement à la question de savoir si l'embargo des Etats-Unis valait le sacrifice de 500 000 enfants morts de faim: «Oui, nous pensons que ça en valait le prix.» •

Frieder Wagner

Sur le terrain

Circulation d'armes libyennes et situation explosive au Sahel

Le président malien accuse l'Otan

<http://www.letempsdz.com/content/view/70278/1/>

Le président malien, Amadou Toumani Touré (ATT), a accusé, hier, l'Otan d'être responsable de ce qui se passe, actuellement, au Mali et dans la bande sahélo-saharienne. Il dénonce le fait que la Libye soit *«devenue un magasin d'armes à ciel ouvert»*.

En recevant à Koulouba les participants au Forum de Bamako, hier, le chef de l'Etat s'est interrogé : *«Comment une colonne de près de 100 véhicules bourrés d'armes sophistiquées pouvaient échapper au contrôle de l'Otan et traverser tout le Sahel, y compris certains pays de la région pour atterrir au Mali ?»*

Le président de la République ajoute que *«l'Otan dispose de plus de moyens pour pouvoir les stopper...»* *«Mais elle ne l'a pas fait. Alors que les chefs d'Etat de la région avaient maintes fois mis en garde l'Occident contre les risques de cette crise sur les Etats du Sahel.»*

Le chef de l'Etat malien s'exprimait devant un panel composé de chercheurs, universitaires, fonctionnaires internationaux, anciens responsables d'Etat venus de divers horizons. Ainsi, mis au courant, comme ils l'ont été par Amadou Toumani Touré, ils *«sauront faire preuve de discernement dans le traitement du dossier»*. Il a ajouté que *«(...) la crise libyenne semble avoir donné un nouvel élan aux djihadistes qui ont acquis de nouvelles armes auprès des belligérants libyens»*.

«Ceux qui nous combattent, nous ne savons pas qui ils sont réellement. Nous n'avons jamais fait face à un soulèvement d'une telle ampleur», a lancé ATT.

Le président malien a qualifié la Libye de *«magasin d'armes le plus important et le moins cher, les bandits de tout acabit sont partis s'approvisionner à bon marché»*. *«Des armes ont pris la direction du Sahel au vu et au su de tous, y compris de l'Otan qui, pourtant, n'était pas en manque de dispositif pour stopper ce trafic et empêcher la remontée de cet arsenal vers le Sahel»*, selon le chef de l'Etat malien. A rappeler que le président de l'Union africaine Yayi Boni avait déclaré, récemment, que *«le Mali est victime des effets collatéraux de la crise libyenne, et au-delà du Mali, c'est toute la bande sahélienne qui sera paralysée»*.

De son côté, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC ou «Aqmi»), grand bénéficiaire de la guerre en Libye et la situation, actuelle, au Sahel, tente de *«recruter»* dans la région, après être entré en possession d'importants lots d'armes et de munitions.

C'est ainsi que la nébuleuse tente de s'attirer la «sympathie» de la rébellion touareg du MNLA, en conflit armé avec l'armée gouvernementale malienne. C'est à coups d'attentats contre des casernes militaires de l'armée malienne que l'organisation terroriste d'Abdelmalek Droukdel, alias Abou Mossaâb Abdelouadoud, tente de conclure une alliance avec le MNLA et renforcer sa présence dans la région.

Chose que la rébellion touareg du MNLA refuse, dénonçant, ouvertement, l'«Aqmi». *«Je le dis et je le répète : nous n'avons rien à voir avec Aqmi, nous ne sommes pas des trafiquants de drogue, nous ne sommes pas des bandits ! Pour nous, ce sont des actes qui polluent notre territoire et qui ont perduré à cause des autorités à Bamako»*, a déclaré, avant-hier, Mahmoud Ag Aghaly, président du bureau politique du MNLA, rappelle-t-on. L'«Aqmi» s'était déjà allié à l'aile armée du Conseil national de transition (CNT) libyen, contre le régime de Mouammar El Kadhafi.

C'est ainsi que l'«Aqmi» participe, à sa manière, à l'effritement du Sahel, servant des intérêts contraires aux peuples de la région.

Côté «politique», le FIS-dissous qui rejoint l'«Aqmi» dans sa quête, s'est, rappelle-t-on, empressé de reconnaître le Conseil national de transition (CNT) libyen, au moment où la guerre contre le régime de Mouammar El Kadhafi faisait rage.

L'ex-FIS, comme l'«Aqmi», ne compte pas s'arrêter là dans sa démarche à «plaire» à certains pays du Golfe et aux pays occidentaux qui le soutiennent, en reconnaissant le Conseil national syrien (CNS), représentant l'«opposition» au régime de Bachar Al-Assad. L'ex-FIS, comme l'«Aqmi» se partagent, donc, les rôles, chacun en ce qui le concerne, servant des intérêts pour le moins occultes.

<http://www.letempsdz.com/content/view/70278/1/>

c Les USA

Obama

Joseph Gerson : [Les sinistres implications du nouveau plan de défense d'Obama.](#)

Début janvier, le gouvernement Obama a dévoilé la nouvelle stratégie du Pentagone, « Maintenir le leadership global US : Priorités pour la défense du 21ème siècle ». Plutôt que de couper dans les dépenses de l'appareil militaire US, il s'agit clairement surtout de réorganiser les priorités du Pentagone pour assurer une domination absolue pour les premières décennies du 21ème siècle (dominer n'importe quelle nation, n'importe où, n'importe quand, à n'importe quel degré de force).

Le président Obama l'a dit lui-même, après que les dépenses militaires aient pratiquement doublé durant la période Bush, la stratégie va ralentir la croissance des dépenses militaires, « mais... ça va continuer à croître : en fait de 4% dans l'année qui vient. »

La nouvelle doctrine place la Chine et l'Iran au centre des préoccupations sécuritaires des USA. Ainsi, elle met en priorité l'expansion des capacités militaires des Etats-Unis en Asie et dans les océans Pacifique et Indien, en « rééquilibrant vers la région Asie-Pacifique... en s'appuyant davantage sur nos alliances existantes. » Cela comprend le Japon, la Corée du Sud, les Philippines et maintenant l'Australie et l'Inde ainsi que les « pivots » US, de l'Irak à l'Afghanistan jusqu'au cœur de l'économie globale du 21ème siècle, l'Asie et le Pacifique. Les implications pour Okinawa et le Japon devraient être claires : pour s'assurer que le Japon restera son porte-avion insubmersible, Washington va faire tout son possible, notamment faire pression pour construire la nouvelle base aérienne à Henoko.

La Russie « reste importante », mais les priorités tendent à s'assurer que le développement de la Chine se réalise dans les systèmes globaux de l'après-deuxième guerre mondiale dominés par l'Occident et le Japon. La focalisation sur l'Iran vise à s'assurer que les ambitions de Téhéran ne viennent pas compromettre le contrôle néocolonial par les Occidentaux du pétrole essentiel à leurs capacités économiques et militaires.

C'est pourquoi la Chine et l'Iran sont les premières cibles de systèmes d'armement à développer ; d'alliances militaires US étendues, de bases, d'accords d'accès et d'exercices militaires à un rythme accru ; ainsi que de capacités avancées dans le domaine des guerres cybernétique et spatiale.

Par rapport au pétrole du Moyen-Orient, la stratégie insiste explicitement sur les responsabilités extraterritoriales (comprenez le Sud) de l'Otan « en cette période de ressources restreintes ». Ce point doit être renforcé par des opérations de contre-terrorisme à l'échelle mondiale, notamment en mettant davantage l'accent sur les opérations secrètes des Forces Spéciales. Et, parmi les différentes failles de la stratégie, notons l'importance donnée au partage du fardeau financier et militaire par l'Otan et les autres

alliés US, un objectif qui ne sera probablement pas atteint alors que l'Europe est plongée dans la tourmente économique.

La stratégie signale que le président du Conseil National de Sécurité révisé actuellement la position sur le nucléaire. Il devrait au minimum réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques militaires ainsi que le nombre d'armes dans l'arsenal US en cas de second mandat du gouvernement Obama. Une mesure à mettre en parallèle avec le discours du Président à Prague ainsi que l'extorsion politique qui l'a conduit à adopter l'augmentation de 185 milliards de dollars de dépenses pour de nouvelles armes nucléaires et systèmes de lancement pour la prochaine décennie dans le but de décrocher la ratification du traité New START. (1)

(1) : le New START est un traité sur la réduction d'armes nucléaires conclu entre les Etats-Unis et la Russie signé à Prague le 08 avril 2010. Après avoir perdu les élections de mi-mandat, le président Obama est parvenu à faire passer cette décision décriée par les Républicains en consentant une augmentation du budget alloué au maintien et à la modernisation des arsenaux nucléaires militaires. (ndlr)

Source originale : [Counterpunch](#)

Traduit de l'anglais par Investig'Action

Source : [michelcollon.info](#)

Dans les coulisses

Les plans du stratège états-unien Zbigniew Brzezinski, :

-AFFAIRE YOKOS & GEOPOLITIQUE DE L'ENERGIE
COLONISER LA SIBERIE,

& DEMEMBRER LA RUSSIE,

"Au cours des prochaines décennies, la région la plus instable et la plus dangereuse -au point de pouvoir plonger la planète dans le chaos- sera celle des Balkans mondiaux" (L'auteur inclut dans cette notion assez floue le Moyen-Orient, l'Iran et les territoires d'ex-URSS compris comme "Balkans eurasiens". Il souligne que cette région contient les plus grandes réserves de pétrole et de gaz, qu'elle est très instable et que les Etats-Unis "n'ont pas le choix", ils doivent maintenir une stabilité minimale dans une région structurée par des Etats chancelants (...) Du point de vue des intérêts américains, la configuration géopolitique actuelle dans la principale zone productrice d'énergie laisse à désirer.(...) Au nord, soit dans le sud du Caucase et en Asie centrale, les nouveaux Etats indépendants exportateurs de pétrole vivent encore les premières phases de leur consolidation politique (Mais) la Russie poursuit une politique agressive afin de s'assurer un monopole d'accès aux ressources d'énergie (En attendant que le nouvel oléoduc BTC exportant les pétroles de la Caspienne hors des contrôles russe et iranien soit construit) la région est exposée aux manœuvres de la Russie et de l'Iran. (...) Jusqu'à présent, la Russie ne s'est pas mise en travers des projets militaires américains, visant à modifier les réalités stratégiques de la région. (Mais le "tremblement de terre" du Golfe persique pourrait tout remettre en question et si les Etats-Unis n'y prennent garde) "la Russie accentuerait ses efforts visant à saper une présence militaire et politique durable des Etats-Unis en Asie centrale"

("Le Vrai Choix" ch.2 "Le nouveau désordre mondial et ses dilemmes" passages soulignés par nous)

Objectif transnational : coloniser la Sibérie.

"Un effort transnational pour développer et coloniser la Sibérie serait susceptible de stimuler la relation

euro-russe (...) Avec une présence européenne plus marquée, la Sibérie deviendrait en quelque sorte un bien eurasiatique commun, exploité par accord multilatéral (qui) offrirait à la société européenne rassasiée le défi d'une "nouvelle frontière". (Mais) la coopération avec la Russie doit s'accompagner d'initiatives complémentaires destinées à mieux asseoir le pluralisme géopolitique."

(italique par nous. "Le Vrai choix", p.141)

Pour rappel, dans un ouvrage précédent :

"Décentraliser" ou démembrer la Russie.

"Une Russie plus décentralisée aurait moins de visées impérialistes. Une confédération russe plus ouverte, qui comprendrait une Russie européenne, une république de Sibérie et une république extrême-orientale, aurait plus de facilités " (avec l'Europe, les nouveaux états, l'Orient, les Etats-Unis)

Cette option pour "décentraliser" la Russie, qu'on retrouve à l'époque (1997-1998) dans des appels américains à développer les "relations directes" avec les régions plutôt qu'avec Moscou correspond à une situation donnée : plusieurs régions russes étendent leur autonomie, voire établissent des frontières commerciales et traitent directement avec l'étranger. La Russie vient d'essayer une défaite en Tchétchénie (1996) où les oléoducs transportant les pétroles de la Caspienne vers la Russie sont sabotés et où prennent place les groupes islamistes armés.

La voie semble ouverte d'un démantèlement de la Fédération de Russie. Poutine n'est pas encore arrivé... (Zbigniew Brzezinski "The Grand Chessboard" 1997, en français "Le grand échiquier", Bayard ed.1997)

http://www.wsws.org/francais/News/2005/janvier05/060105_Youkos.shtml

Destruction Libye - Les alliés

Canada

Al-Qaeda's Air Force

Stephen Gowans, 20 février 2012

Les pilotes de chasse canadiens "*ont effectué 946 sorties et largué près de 700 bombes*" dans l'intervention de l'an dernier de l'OTAN en Libye. [1] Mais plutôt que d'imposer une zone d'exclusion aérienne pour protéger les civils, les pilotes canadiens et des leurs homologues d'autres pays de l'OTAN ont pris part au conflit, en intervenant directement pour les rebelles anti-Kadhafi.

Mais qui sont exactement ces rebelles dont l'OTAN a pris le parti?

Des remarques privées d'officiers canadiens, rapportées par David Pugliese, dans le Ottawa Citizen suggèrent que les rebelles n'étaient pas des gens ordinaires assoiffés de démocratie, tel que les ont dépeint les responsables de l'OTAN et les grands médias.

Kadhafi avait affirmé que "*la rébellion avait été organisé par*" *Al-Qaïda au Maghreb islamique*" et par ses anciens ennemis le GICL (Groupe islamique combattant libyen), qui avait juré de renverser le colonel et ramener le pays aux valeurs traditionnelles musulmanes, dont la charia" [2] Mais cela avait été rejeté par l'Occident comme étant de la propagande.

Pourtant, un "*rapport du renseignement canadien écrit à la fin 2009 ... décrit la forteresse anti-Kadhafi de la Libye orientale*", où la rébellion a commencé, "*comme un « épicrocentré de l'extrémisme islamiste »*, et disait que « *des cellules extrémistes opéraient dans la région.* »"[3]

Et le renseignement militaire canadien avait noté "(qu')en 2004 les troupes libyennes ont trouvé un camp d'entraînement dans le désert au sud du pays qui avait été utilisé par un groupe terroriste algérien, qui allait plus tard changer son nom pour Al-Qaïda au Maghreb islamique ou AQMI." [4]

Abdel Hakim Belhaj, qui avait "rejoint la résistance pro-américaine à l'intervention soviétique en Afghanistan, combattant aux côtés de militants qui allaient plus tard former Al-Qaïda," est emblématique du caractère islamique militant de l'insurrection.

"M. Belhaj est retourné en Libye dans les années 1990 et a conduit le Groupe islamique combattant libyen dans des affrontements violents avec le gouvernement du colonel Kadhafi". Le GICL était alignée avec Al-Qaïda. [5]

Belhaj était "le plus puissant chef militaire de la rébellion." [6]

Cela aurait dû éveiller les soupçons sur la véritable nature de l'insurrection, mais il y avait un indice antérieur que la révolte de Benghazi était inspirée par autre chose qu'une soif de démocratie.

"Le 15 février 2011, des citoyens de Benghazi ont organisé ce qu'ils ont appelé une marche du jour de colère. La manifestation s'est vite transformée en une bataille à grande échelle avec la police".

"Au début, les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau. Mais comme plusieurs centaines de manifestants armés de pierres et de cocktails Molotov ont attaqué des bâtiments gouvernementaux, la violence est devenue incontrôlable. Les manifestants scandaient: «Il n'y a Dieu qu'Allah, Mouammar est l'ennemi d'Allah»." [7]

Aujourd'hui, la Libye est une zone de guerre de milices concurrentes. Le Conseil National de Transition, oint par l'Occident comme le représentant légitime du peuple libyen, n'a aucune autorité.

Et maintenant, un an après le début du soulèvement, certains responsables de l'OTAN sont en train d'admettre que l'OTAN s'est rangée aux côtés de rebelles militants islamistes pour renverser Kadhafi, dont les responsables US se plaignaient parce qu'il se livrait à "nationalisme des ressources", tandis que les compagnies pétrolières le dénonçaient pour avoir tenté de "Libyaniser l'économie". [8]

Selon David Pugliese, certains officiers canadiens en privé parlent *des avions de l'OTAN bombardant les troupes de Kadhafi comme de « la force aérienne d'Al-Qaïda »*. [9]

Les parallèles avec la Syrie sont évidents. Le gouvernement Kadhafi luttait au fil des ans avec des soulèvements d'un certain nombre de militants islamiques, et il en va de même avec le gouvernement laïc de Bachar el-Assad en Syrie. [10] Des appels ont été lancés pour que les pays de l'OTAN interviennent là aussi, soit en tant que force aérienne des rebelles, ou comme fournisseur d'armes, ou les deux.

Mais il est clair qu'une intervention de l'OTAN en Syrie sera une répétition de la Libye, avec des forces de l'OTAN soutenant des militants islamistes dans le seul but de renverser un gouvernement avec lequel les intérêts économiques de l'Occident ne sont pas tout à fait à leurs aises. La Syrie aussi pratique "le nationalisme économique".

Le gouvernement Assad a rédigé une nouvelle constitution, qui doit être soumise à un référendum ce mois-ci, et qui promet la démocratie multipartite et des réformes démocratiques que l'Occident exigeait - mais qu'il rejette maintenant comme "dénuée de sens." [11]

En plus de permettre à de multiples partis de se présenter aux élections et de proposer différents candidats à l'élection présidentielle, la nouvelle constitution stipule que les ressources du pays sont des propriétés publiques (c'est-à-dire que le pays pratiquera le "nationalisme des ressources" qui avait mis

Kadhafi en difficulté), que l'imposition sera progressive, et que ce sera une économie dirigée, plutôt qu'une économie de laisser-faire. [12]

Les réformes démocratiques sont largement 'hors de sujet' [irrelevant] pour l'Occident. Sinon, il ferait davantage pression sur l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Qatar, et d'autres pétro-despotismes- à partir desquels les compagnies pétrolières occidentales tirent des milliards de dollars de bénéfices-, pour qu'ils changent leurs habitudes. Au lieu de cela, le Bahreïn, théâtre d'un nouveau soulèvement qui est en train d'être violemment réprimé - comme cela avait été le cas l'an dernier- continue à recevoir des États-Unis soutien et armes.

Les appels à des réformes démocratiques - dans certains pays, et pas dans d'autres- sont tout simplement des prétextes pour une intervention. La motivation réelle de l'Occident du soutien des soulèvements en Libye et la Syrie est d'ordre économique: transformer les pays en les faisant sortir du nationalisme des ressources et du développement économique indépendant, auto-dirigé, pour en faire des pays dégageant des profits pour les banques occidentales, ses sociétés et ses investisseurs. [*turning the countries away from resource nationalism and a measure of independent, self-directed economic development into profit-disgorging spheres of exploitation for Western banks, corporations and investors. - il y a qd même un peu plus que cela dans le cas de la Syrie R.M.*]

Dans la poursuite de ces objectifs, les pays de l'OTAN sont prêts à s'allier avec quiconque. Même avec Al-Qaïda.

1. David Pugliese, "The Libya mission one year later: A victory, but at what price?" The Ottawa Citizen, February 20, 2012.

<http://www.ottawacitizen.com/news/Libya+Mission+Year+Later+Victory+What+Price/6178518/story.html>

2. David Pugliese, "The Libya mission one year later: Into the unknown", The Ottawa Citizen, February 18, 2012.

<http://www.ottawacitizen.com/news/Libya+mission+year+later+Into+unknown/6172099/story.html>

3. David Pugliese, "DND report reveals Canada's ties with Gadhafi", The Ottawa Citizen, April 23, 2011.

4. David Pugliese, "DND report reveals Canada's ties with Gadhafi", The Ottawa Citizen, April 23, 2011.

5. Hadeel Al-Shalchi and Maggie Michael, "Libyan rebel hero plays down Islamist past", The Associated Press, September 2, 2011.

6. Rod Nordland and David D. Kirkpatrick, "Islamists' growing sway raises questions for Libya", The New York Times, September 14, 2011.

7. David Pugliese, "The Libya mission one year later: Into the unknown", The Ottawa Citizen, February 18, 2012.

8. Steven Mufson, "Conflict in Libya: U.S. oil companies sit on sidelines as Gaddafi maintains hold", The Washington Post, June 10, 2011

9. David Pugliese, "The Libya mission one year later: Into the unknown", The Ottawa Citizen, February 18, 2012.

10. Stephen Gowans, "Syria's uprising in context," what's left, February 10, 2012.

<http://gowans.wordpress.com/2012/02/10/syrias-uprising-in-context/>

11. David M. Herszenhorn, "For Syria, reliant on Russia for weapons and food, old bonds run deep", The New York Times, February 18, 2012.

12. SANA, February 18, 20

Stephen Gowans,

20 février 2012

<http://gowans.wordpress.com/2012/02/20/al-qaedas-air-force/>

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29485>

www.Mondialisation.ca

d L'Otan dans le monde

France

Christophe Barbier : La LCI mi-avril... 2011

Interview

Christophe Barbier, directeur de la rédaction de l'Express, fait ici montre d'une franchise françafricaine totalement décomplexée, écoutons-le "éclairer" sur les motifs et les buts de la France en CI et en Lybie

[:http://www.youtube.com/watch?v=OhFcrqjiZnc](http://www.youtube.com/watch?v=OhFcrqjiZnc)

"... financièrement, oui, c'est un faux problème, nous f'rons (sic) (...) payer la facture à ceux pour qui nous faisons ce travail (...) qu'est l'action militaire d'abord nos alliés, l'ONU, l'OTAN, l'UE, il faudra mutualiser tout c'la (sic) (...) et puis les pays que nous libérons, le Lybie, la Côte d'Ivoire ce sont des pays qui ont des ressources, eh bien, ces pays nous rembourseront eh bien, en avantages, en matières premières, en énergies, ils pourront aussi nous acheter des matériels militaires, on arrivera peut-être à vendre quelques rafales un jour, et puis il y a quelque chose qui ne se quantifie pas, qu'on appelle le "rétex", le retour d'expérience, nous allons, sans être cyniques, améliorer nos matériels, améliorer nos méthodes, avec l'expérience retirer de ces conflits ça nous permettra d'être encore plus compétitifs sur ce marché, là aussi sans être cynique c'est un marché réel qui est la vente des armes"

http://www.wat.tv/video/lci-commentaire-politique-3m3gp_2exyh_.html

e Le reste du monde

RUSSIE

Vladimir Poutine s'exprime sur la politique étrangère.

A moins d'une semaine de la présidentielle russe, le journal Moskovskie Novosti a publié [un article du premier ministre et candidat au Kremlin Vladimir Poutine](#), intitulé "La Russie et le monde changeant" et consacré à la politique étrangère et à la situation internationale.

Dans ce texte, le premier ministre souligne que les objectifs de la politique étrangère russe revêtent un caractère stratégique et traduisent le caractère unique qu'occupe le pays sur l'arène internationale. Par ailleurs, il insiste sur le fait que la Russie continuera à mener une politique étrangère indépendante.

LES ETATS-UNIS ET L'OTAN SAPENT LA CONFIANCE

Vladimir Poutine a critiqué le recours injustifié à la force armée, une tendance qui, selon lui, exacerbe

les partenaires occidentaux de la Russie tout en mettant en relief la nécessité du respect inconditionnel des normes fondamentales du droit international.

D'après lui, certains aspects de la politique de l'Otan et des Etats-Unis, dont le projet de déploiement d'un [bouclier antimissile en Europe](#) de l'Ouest et l'ingérence militaire en Libye, représentent une menace pour la sécurité internationale.

Selon M. Poutine, certains gestes des Etats-Unis et de l'Otan se basent sur les stéréotypes de "logique de blocs".

PRINTEMPS ARABE

En analysant la situation dans les pays du "printemps arabe", le premier ministre russe a fustigé l'ingérence de l'Occident dans les affaires intérieures de ces Etats et a mis en garde contre toute tentative de rééditer le [scénario libyen](#) en ajoutant que la Russie avait toujours prôné le règlement politique de tous les conflits internes.

Il a en outre mis en évidence la tendance au recours à la "puissance douce" dont se servent aujourd'hui certains Etats pour atteindre leurs objectifs - nourrir et inciter l'extrémisme, le séparatisme, le nationalisme et pour manipuler la conscience publique et s'ingérer dans la politique d'Etats souverains.

LA PROLIFERATION NUCLEAIRE ENCOURAGEE PAR L'OCCIDENT

M. Poutine a estimé que l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de pays souverains encourageait certains régimes autoritaires à se doter de l'arme nucléaire.

"Les cas d'ingérence flagrante et parfois armée dans les affaires internes de certains pays peuvent inciter des régimes autoritaires à posséder une arme nucléaire", a fait savoir le premier ministre russe.

Il a en outre rappelé que [toute attaque contre l'Iran](#) pourrait avoir des conséquences catastrophiques, et a appelé l'Occident à lever des sanctions, y compris unilatérales, contre Téhéran et à résoudre le problème par des moyens politico-diplomatiques.

LA DROGUE AFGHANE

Le premier ministre a également évoqué dans son article [la situation en Afghanistan](#).

Selon lui, la Russie est préoccupée par les problèmes qui secouent constamment ce pays, notamment le terrorisme et le trafic de drogue. Préoccupé par ce voisinage dangereux, Moscou estime que la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF) n'a pas entièrement rempli sa mission en Afghanistan et espère que le pays sortira de la crise en s'appuyant sur l'Onu et les organisations régionales, dont l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et la CEI (Communauté des États indépendants).

RELATIONS RUSSIE-ETATS-UNIS

Vladimir Poutine s'est en outre exprimé sur les relations russo-américaines. Selon le premier ministre, malgré les progrès considérables atteints ces dernières années, comme la signature du [traité de réduction des armes stratégiques \(START\)](#), les relations entre Moscou et Washington restent assez instables. Parmi les raisons de cette instabilité, le chef du gouvernement cite le développement du bouclier antimissile américain en Europe, et la volonté de Washington d'employer "le génie politique" pour influencer les affaires intérieures de plusieurs pays, dont la Russie.

Cependant, selon le premier ministre, la Russie espère améliorer ses relations avec les Etats-Unis, mais à condition que Washington respecte les principes d'un partenariat équitable et mutuellement respectueux.

RELATIONS RUSSIE-EUROPE

D'après M. Poutine, la Russie et l'Union européenne doivent créer un espace économique et humanitaire commun de l'Atlantique au Pacifique, une communauté que les experts russes ont nommé Union de l'Europe.

"Je propose (...) de créer une communauté économique harmonieuse de Lisbonne à Vladivostok, ce qui permettra dans le futur de former une zone de libre échange et même des mécanismes plus avancés d'intégration. Ainsi, nous pourrions obtenir un marché continental commun d'une valeur total de milliers de milliards d'euros", a-t-il indiqué.

Le premier ministre a toutefois rappelé qu'à présent, les relations entre l'UE et la Russie étaient empoisonnées par le régime des visas.

Poutine : [Printemps arabe: droits de l'homme ou restructuration des marchés?](#)

La perte de contrats commerciaux russes dans les pays du "printemps arabe" pousse à se poser des questions sur le véritable but de ceux qui ont soutenu la révolte, écrit le premier ministre russe Vladimir Poutine, dans un article consacré à la politique étrangère publié lundi dans le journal Moskovskie Novosti.

"Dans les pays où s'est produit le "printemps arabe", les sociétés russes y perdent des marchés. (...) Les cases libres sont occupées par les opérateurs économiques des Etats qui ont épaulé le changement des régimes", indique Vladimir Poutine, candidat à la présidentielle du 4 mars.

"On peut penser que ces événements tragiques ont en quelque sorte été stimulés, non pas par souci des droits de l'homme, mais par un intérêt pour une restructuration des marchés", a-t-il poursuivi, avant d'ajouter que la Russie envisageait de coopérer avec les nouvelles autorités des pays en question pour redresser ses positions économiques.

26/02/2012

RIA Novosti : [LA RUSSIE UTILISERA L'ARME NUCLEAIRE SI SON INTEGRITE EST MENACEE. VOILA OU CONDUIT LA MEGALOMANIE D'OBAMA ET DE SES LAQUAIS](#)

La Russie utilisera ses armes nucléaires si son intégrité est menacée, a déclaré mercredi le chef d'Etat-major général des forces armées russes Nikolai Makarov à la radio Echo de Moscou.

"Nous n'avons pas l'intention de mener une guerre contre l'OTAN, cela ne fait pas partie de nos missions. Mais notre doctrine militaire indique clairement les conditions selon lesquelles nous avons le droit d'utiliser les armes nucléaires. Si l'intégrité de la Russie s'avère menacée, nous pouvons avoir recours aux armes nucléaires et nous le ferons", a indiqué le général Makarov.

La Russie a des pays voisins "instables, si l'on peut s'exprimer ainsi, et (en cas de conflit) elle n'aura pas besoin d'armes nucléaires. Elle doit avoir des forces armées puissantes, mobiles et bien formées, qui pourront régler n'importe quel conflit en Russie. Et nous devons y être prêts", a ajouté le général.

Les forces nucléaires constituent la base de l'équilibre stratégique. "Nous menons un travail sérieux en vue de moderniser notre potentiel nucléaire", a indiqué le responsable.

La Russie acquiert notamment de nouveaux sous-marins, et stratégiques (nucléaires) et polyvalents. Le ministère russe de la Défense a l'intention de renouveler et de moderniser son parc aéronautique stratégique, notamment les avions Tupolev Tu-160 et Tu-95. Les Troupes balistiques stratégiques mettent en service de nouveaux missiles Iars, dont les performances dépassent largement celles de leurs prédécesseurs, a conclu le général Makarov.

15 février –

RIA Novosti

Poutine : [Printemps arabe: droits de l'homme ou restructuration des marchés?](#)

La perte de contrats commerciaux russes dans les pays du "printemps arabe" pousse à se poser des questions sur le véritable but de ceux qui ont soutenu la révolte, écrit le premier ministre russe Vladimir Poutine, dans un article consacré à la politique étrangère publié lundi dans le journal Moskovskie

Novosti.

"Dans les pays où s'est produit le "printemps arabe", les sociétés russes y perdent des marchés. (...) Les cases libres sont occupées par les opérateurs économiques des Etats qui ont épaulé le changement des régimes", indique Vladimir Poutine, candidat à la présidentielle du 4 mars.

"On peut penser que ces événements tragiques ont en quelque sorte été stimulés, non pas par souci des droits de l'homme, mais par un intérêt pour une restructuration des marchés", a-t-il poursuivi, avant d'ajouter que la Russie envisageait de coopérer avec les nouvelles autorités des pays en question pour redresser ses positions économiques.

26/02/2012

RIA Novosti : [LA RUSSIE UTILISERA L'ARME NUCLEAIRE SI SON INTEGRITE EST MENACEE. VOILA OU CONDUIT LA MEGALOMANIE D'OBAMA ET DE SES LAQUAIS.](#)

La Russie utilisera ses armes nucléaires si son intégrité est menacée, a déclaré mercredi le chef d'Etat-major général des forces armées russes Nikolai Makarov à la radio Echo de Moscou.

"Nous n'avons pas l'intention de mener une guerre contre l'OTAN, cela ne fait pas partie de nos missions. Mais notre doctrine militaire indique clairement les conditions selon lesquelles nous avons le droit d'utiliser les armes nucléaires. Si l'intégrité de la Russie s'avère menacée, nous pouvons avoir recours aux armes nucléaires et nous le ferons", a indiqué le général Makarov.

La Russie a des pays voisins "instables, si l'on peut s'exprimer ainsi, et (en cas de conflit) elle n'aura pas besoin d'armes nucléaires. Elle doit avoir des forces armées puissantes, mobiles et bien formées, qui pourront régler n'importe quel conflit en Russie. Et nous devons y être prêts", a ajouté le général.

Les forces nucléaires constituent la base de l'équilibre stratégique. "Nous menons un travail sérieux en vue de moderniser notre potentiel nucléaire", a indiqué le responsable.

La Russie acquiert notamment de nouveaux sous-marins, et stratégiques (nucléaires) et polyvalents. Le ministère russe de la Défense a l'intention de renouveler et de moderniser son parc aéronautique stratégique, notamment les avions Tupolev Tu-160 et Tu-95. Les Troupes balistiques stratégiques mettent en service de nouveaux missiles Iars, dont les performances dépassent largement celles de leurs prédécesseurs, a conclu le général Makarov.

15 février –

RIA Novosti

2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Le double veto pour interdire la guerre impériale contre la Syrie

2-1 Le CCG et l'OTAN perdent leur leadership.

par Thierry Meyssan

Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'attaque de l'Irak, la France n'a pas défendu les principes du droit international dans l'affaire syrienne, mais s'est ralliée au camp impérial et à ses mensonges. Avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, elle a essuyé une défaite diplomatique historique, tandis que la Russie

et la Chine sont devenues les champions de la souveraineté des peuples et de la paix. Le nouveau rapport de force international n'est pas seulement la conséquence de la décadence militaire des États-Unis, il sanctionne aussi le déclin de leur prestige. En définitive, les Occidentaux viennent de perdre le leadership qu'ils se sont partagé durant tout le XXe siècle parce qu'ils ont abandonné toute légitimité en trahissant leurs propres valeurs.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 5 février 2012

Par deux fois, le 4 octobre 2011 et le 4 février 2012, des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ont rejeté des projets de résolution sur la situation en Syrie. Cet affrontement a opposé les membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) à ceux de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

La fin du monde unipolaire

Ce quadruple veto scelle la fin d'une période des relations internationales qui a débuté avec l'effondrement de l'Union soviétique et a été marquée par une domination sans partage des États-Unis sur le reste du monde. Il ne signifie pas un retour au système bipolaire précédent, mais l'émergence d'un nouveau modèle dont les contours restent à définir. Aucun des projets de Nouvel Ordre Mondial ne s'est concrétisé. Washington et Tel-Aviv ne sont pas parvenus à institutionnaliser le fonctionnement unipolaire qu'ils voulaient ériger en paradigme intangible, tandis que le BRICS n'a pas réussi à créer le système multipolaire qui aurait permis à ses membres de se hisser au plus haut niveau.

Comme l'avait anticipé à juste titre le stratège syrien Imad Fawzi Shueibi, c'est la crise syrienne qui a cristallisé un nouveau rapport de forces, et partant de là une redistribution de la puissance que personne n'a pensé, ni voulu, mais qui s'impose désormais à tous [1].

Rétrospectivement la doctrine d'Hillary Clinton de « *leadership par l'arrière* » apparaît comme une tentative des États-Unis de tester les limites qu'ils ne peuvent plus dépasser, tout en faisant porter la responsabilité et les conséquences de leur test à leurs alliés britannique et surtout français. Ce sont ces derniers qui sont se sont mis en scène en leaders politiques et militaires lors du renversement de la Jamahiriya arabe libyenne et qui ambitionnaient de l'être à nouveau pour renverser la République arabe syrienne, même s'ils n'agissaient qu'en vassaux et sous-traitants de l'Empire états-unien. Ce sont donc Londres et Paris, plus encore que Washington, qui ont essuyé une défaite diplomatique et en supporteront les conséquences en termes de perte d'influence.

Les États du tiers-monde ne manqueront pas de tirer leurs conclusions des derniers événements : ceux qui cherchent à servir les États-Unis, comme Saddam Hussein, ou à négocier avec eux, comme Mouammar el-Kadhafi, pourront être exécutés par les troupes impériales et leur pays pourra être détruit. Au contraire, ceux qui résisteront comme Bachar el-Assad et sauront nouer des alliances avec la Russie et la Chine survivront.

Triomphe dans le monde virtuel, défaite dans le monde réel

L'échec du CCG et de l'OTAN fait apparaître un rapport de force que beaucoup soupçonnaient, mais que personne ne pouvait vérifier : les Occidentaux ont gagné la guerre médiatique et ont du renoncer à la guerre militaire. Pour paraphraser Mao Zedong : ils sont devenus des tigres virtuels.

Durant cette crise, et encore aujourd'hui, les dirigeants occidentaux et les monarques arabes ont réussi à intoxiquer non seulement leurs propres peuples, mais une large partie de l'opinion publique internationale. Ils sont parvenus à faire accroire que la population syrienne s'était soulevée contre son gouvernement et que celui-ci réprimait cette contestation politique dans le sang. Leurs chaînes satellitaires ont non seulement réalisé des montages fallacieux pour induire le public en erreur, mais elles ont aussi tourné des images de fiction en studio pour les besoins de leur propagande. En définitive, le

CCG et l'OTAN ont inventé et fait vivre médiatiquement durant dix mois une révolution qui n'existait qu'en images, tandis que sur le terrain la Syrie devait affronter seule une guerre de basse intensité menée par la Légion wahhabite appuyée par l'OTAN.

Cependant, la Russie et la Chine ayant fait une première fois usage de leur veto et l'Iran ayant annoncé son intention de se battre aux côtés de la Syrie si de besoin, les États-Unis et leurs vassaux ont dû admettre que poursuivre leur projet les absorberaient dans une guerre mondiale. Après des mois de tension extrême, les États-Unis ont admis qu'ils bluffaient et qu'ils ne disposaient pas des bonnes cartes dans leur jeu.

Malgré un budget militaire de plus de 800 milliards de dollars, les USA ne sont qu'un colosse aux pieds d'argile. En effet, si leurs forces armées sont capables de détruire des États en voie de développement, épuisés par des guerres précédentes ou par de longs embargos, comme la Serbie, l'Irak ou la Libye, elles ne peuvent ni occuper des territoires, ni se mesurer à des États capables de leur répondre et de porter la guerre en Amérique.

Malgré les certitudes du passé, les USA n'ont jamais été une puissance militaire significative. Ils ne sont intervenus que quelques semaines à la fin de la Seconde Guerre mondiale face à un ennemi déjà épuisé par l'Armée rouge ; ils ont été défaits en Corée du Nord et au Vietnam ; ils ne sont pas parvenus à contrôler quoi que ce soit en Afghanistan ; et ils ont été contraints de fuir l'Irak de crainte d'y être écrasés.

Durant les deux dernières décennies, l'Empire états-unien a effacé la réalité humaine de ses guerres et a communiqué en assimilant guerre et jeux vidéos. C'est sur cette base qu'il a conduit ses campagnes de recrutement, et toujours sur cette base qu'il a formé ses soldats. Aujourd'hui, il dispose de centaines de milliers de joueurs vidéos en guise de soldats. Par conséquent, au moindre contact avec la réalité, leurs forces armées sont démoralisées. Selon leurs propres statistiques, la majorité de leurs morts ne tombe pas au champ d'honneur, mais se suicide, tandis qu'un tiers de leur personnel sous les drapeaux souffre de troubles psychiatriques rendant inapte au combat. La démesure du budget militaire du Pentagone est incapable de compenser son effondrement humain.

De nouvelles valeurs : la sincérité et la souveraineté

L'échec des États du CCG et de l'OTAN est aussi celui de leurs valeurs. Ils se sont présentés en défenseurs des droits humains et de la démocratie, alors qu'ils ont établi la torture en système de gouvernement et que la plupart d'entre eux sont opposés au principe de souveraineté populaire.

Même si l'opinion publique en Occident et dans le Golfe est sous-informée sur ce sujet, les États-Unis et leurs vassaux ont mis en place depuis 2001 un vaste réseau de prisons secrètes et de centres de tortures, y compris sur le territoire de l'Union européenne. Sous prétexte de guerre contre le terrorisme, ils ont semé la terreur, enlevant et torturant plus de 80 000 personnes. Durant la même période, ils ont créé des unités d'opérations spéciales dotées d'un budget de près de 10 milliards de dollars annuel qui revendiquent des assassinats politiques dans au moins 75 pays, selon leurs propres rapports.

En ce qui concerne la démocratie, les États-Unis actuels ne font pas mystère de ce qu'elle ne signifie pas à leurs yeux « *le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* » selon l'expression d'Abraham Lincoln, mais uniquement la soumission des peuples à leur volonté comme l'ont montré les propos et les guerres du président Bush. Au demeurant, leur constitution récuse le principe de souveraineté populaire et ils ont suspendu leurs libertés constitutionnelles fondamentales en instituant un état d'urgence permanent avec le *Patriot Act*. Quand à leurs vassaux du Golfe, il n'est pas nécessaire de rappeler que ce sont des monarchies absolues.

C'est ce modèle, qui associe sans honte crimes à grande échelle et discours humanitaire, qui a été défait par la Russie et la Chine ; des États, dont le bilan en matière de droits de l'homme et de démocratie pour autant qu'il soit très critiquable n'en est pas moins infiniment supérieur à celui du CCG et de l'OTAN.

En faisant usage de leur veto, Moscou et Beijing ont défendu deux principes : le respect de la vérité, sans laquelle la justice et la paix sont impossibles ; et le respect de la souveraineté des peuples et des États, sans lequel aucune démocratie n'est possible.

Le moment est venu de se battre pour reconstruire la société humaine après une période de barbarie.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Julie Lévesque : La mission secrète des médias dominants

« Révélations » médiatiques : l'OTAN a armé les rebelles libyens.

Après avoir moussé la propagande de guerre contre la Libye de Mouammar Kadhafi, les médias dominants occidentaux feignent désormais la neutralité en « révélant » des faits ayant déjà été l'objet de nombreux reportages dans la presse alternative dès le début des combats l'an dernier : les pays de l'OTAN ont armé l'insurrection en Libye, assurant ainsi leur victoire, et les bombardements de l'Alliance ont tué des civils.

Le *New York Times* constitue LA référence médiatique occidentale. Pourtant, le quotidien est tristement célèbre pour avoir eu des liens étroits avec la CIA. En octobre 1977, Carl Bernstein écrivait dans le *Rolling Stone* : « De toutes ces associations [avec la CIA], les plus précieuses étaient de loin celles avec le *New York Times*, CBS et *Time Inc.* » (Carl Bernstein, [The CIA And The Media. How Americas Most Powerful News Media Worked Hand in Glove with the Central Intelligence Agency and Why the Church Committee Covered It Up](#), *Rolling Stone*, 20 octobre 1977.)

La propagande de la journaliste du *Times*, Judith Miller, sur les armes de destruction massive irakiennes, pivot de la propagande de guerre contre l'Irak avant l'invasion de 2003, constitue une preuve plus récente de la désinformation véhiculée par ce quotidien faisant figure d'autorité dans la sphère médiatique.

En décembre dernier, une fois le gouvernement fantoche de l'OTAN installé en Libye, le *New York Times*, simulant la neutralité journalistique, « révélait » ce qu'il avait ignoré avant la chute du régime de Kadhafi : « Un nombre inavoué de civils victimes des frappes de l'OTAN en Libye. » (C. J. Chivers et Eric Schmitt, [In Strikes on Libya by NATO, an Unspoken Civilian Toll](#), *New York Times*, 17 décembre 2011.)

Le bombardement par l'OTAN d'infrastructures civiles avait déjà fait l'objet d'un reportage vidéo de notre correspondant en Libye, Mahdi Darius Nazemroaya, quatre mois auparavant, en août 2011 : « [Détrompez-vous : L'OTAN a commis des crimes de guerre en Libye](#) ».

Tactique semblable à celle du *Times* du côté de la BBC. Elle « révélait » en janvier 2012 comment les forces spéciales britanniques s'étaient mêlées aux rebelles libyens sur le terrain dans le cadre d'une mission clandestine. Dans un article intitulé « La vérité sur la mission secrète de la Grande-Bretagne pour vaincre Kadhafi », la BBC prétend nous apprendre en 2012 que « des forces spéciales britanniques

ont été déployées sur le terrain dans le but d'aider les alliés de la Grande-Bretagne, souvent appelés le Conseil national de transition ou CNT ». (Mark Urban, [Inside Story of the UK's secret mission to beat Gaddafi](#), BBC, 19 janvier 2012.)

Dix mois auparavant, le 7 mars 2011, le Centre de recherche sur la mondialisation publiait sur son site anglophone le texte de Michel Chossudovsky « [Insurrection et intervention militaire: Tentative de coup d'État des États-Unis et de l'OTAN en Libye?](#) », indiquant la présence des commandos britanniques en sol libyen. Publié près d'un an plus tard, le récit de la BBC est loin du scoop.

Les médias canadiens suivent aussi cette tendance. Cette semaine, *The Gazette*, quotidien montréalais, publiait également un texte plus approprié aux manuels d'histoire qu'aux manchettes de journaux, « La guerre secrète de l'OTAN contre Kadhafi », où l'on nous « informe » qu'« [o]fficiellement, les forces internationales ne devaient pas prendre partie » mais qu'« en réalité elles ont joué un rôle clé dans la victoire des rebelles ». (David Pugliese, [NATO's secret war against Gadhafi](#), Postmedia News, 21 février 2012)

Il suffit de jeter au coup d'œil au mois de [mars 2011 dans le dossier de Mondialisation.ca](#) sur le « printemps arabe » pour voir que les médias indépendants ont publié ces informations depuis longtemps.

Si des organisations à budget restreint et des réseaux étrangers à grande écoute comme [Russia Today](#) ont eu accès à ces informations cruciales et les ont publiées avant même l'intervention de l'OTAN, comment des institutions comme la BBC et le *New York Times*, aux ressources considérables, peuvent-elles les avoir ignorées?

La seule explication possible est qu'elles l'ont fait sciemment dans le but de tromper l'opinion publique. Si ces informations avaient été révélées à l'époque dans les médias *mainstream* occidentaux, la fabrication du consensus favorable à l'intervention militaire de l'OTAN en Libye aurait probablement échoué. Avant et pendant l'intervention de l'OTAN, ces faits auraient nuit à la propagande de guerre diabolisant le gouvernement libyen, glorifiant le soulèvement armé et l'intervention « humanitaire » de l'OTAN. Publiées aujourd'hui, ils n'ont plus d'impact et ne visent qu'à camoufler la propagande de guerre en simulant l'objectivité.

Le but de ce simulacre de neutralité vise à conférer à ces médias une aura de crédibilité. Toutefois, une telle tactique de manipulation de l'opinion publique a, pour ainsi dire, des « effets collatéraux ». Cette duperie représente une preuve concrète de la « mission secrète » des médias occidentaux dominants : faire de la propagande de guerre en alliant la censure à la manipulation orwellienne de l'horreur et de la vertu, en créant un univers manichéen de bons et de méchants où les pays occidentaux, autrefois colonialistes et esclavagistes, sont devenus les libérateurs, les sauveurs de l'humanité. La réalité est tout autre.

Cet acte constitue non seulement un véritable « [viol psychique des foules](#) » mais également une violation flagrante du droit international.

L'Article 20 du [Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#) adopté par les Nations Unies en 1976 stipule: « Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi. »

Or, que ce soit en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Canada ou dans d'autres pays de l'OTAN, les médias dominants ont favorisé les rebelles libyens et diabolisé Kadhafi sans égards aux faits disponibles à l'époque et qu'ils publient aujourd'hui, une fois que l'OTAN a mis son pantin au pouvoir. Cela ne laisse aucun doute, il ne peut s'agir que de propagande de guerre. Si l'OTAN est responsable de crime de guerre, les médias occidentaux qui véhiculent leur propagande le sont tout autant.

Julie Lévesque

Le 25 février 2012

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

<http://fr.rian.ru/world/20120227/193511409.html>

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

4-1 Julie Lévesque : Les États-Unis, l'OTAN et des États du Golfe s'apprêtent à confronter l'Iran.

L'alliance États-Unis-OTAN-Conseil de coopération du Golfe semble se préparer à une confrontation militaire avec l'Iran.

Le site web israélien DEBKA spécialisé dans le renseignement [rapporte](#) (citant des sources militaires occidentales) que Barack Obama a « secrètement ordonné aux forces aériennes, navales et de la marine des États-Unis d'envoyer une forte concentration de troupes sur deux îles stratégiques : à Socotra, située dans l'archipel yéménite de l'océan Indien, et Masirah, l'île omanaise située à l'embouchure sud du détroit d'Ormuz.

On dit qu'il s'agit de « la plus importante concentration de la puissance étasunienne dans la région depuis que les États-Unis ont envahi l'Irak en 2003 [lorsque] 100 000 troupes avaient été ralliées au Koweït avant l'invasion ».

En envoyant des troupes par avion dans ces îles « presque quotidiennement » à partir de la base navale avoisinante de Diego Garcia, « à la mi-février, Washington aura environ 100 000 troupes sur place et disponibles pour toute éventualité » selon les sources de DEBKA.

L'article mentionne qu'au début mars, « trois porte-avions étasuniens et leurs groupes de frappe, ainsi qu'un porte-avion français arriveront dans le golfe et la mer d'Oman : [...] l'USS Abraham Lincoln, l'USS Carl Vinson, l'USS Enterprise et le porte-avions à propulsion nucléaire Charles de Gaulle ».

DEBKA cite par ailleurs des « reportages indiquant que des forces spéciales, aériennes et navales ont atterri ce mois-ci en Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis ».

Les Saoudiens seraient eux aussi en train de déployer des troupes dans les « régions pétrolières à l'est face au golfe Persique. [Mondialisation.ca](#) a couvert cette concentration militaire ainsi que les opérations clandestines sur le terrain en Iran, des sujets qui ne reçoivent pas l'attention des médias dominants.

Des forces spéciales des États-Unis et de leurs alliés ainsi que des agents du renseignement sont déjà sur le terrain en Iran. Des drones militaires étasuniens sont utilisés dans des activités de reconnaissance et d'espionnage. Par ailleurs, des troupes ont été déployées en grand nombre au Moyen-Orient, sans compter le redéploiement des troupes alliées auparavant en garnison en Afghanistan et en Irak.

Neuf mille troupes étasuniennes ont été envoyées en Israël [...] afin de tester de multiples systèmes de défense aériens, particulièrement le système « Arrow », développé à l'aide des États-Unis pour intercepter les missiles iraniens.

Des reportages suggèrent également une augmentation substantielle du nombre de réservistes déployés au Moyen-Orient. D'autres reportages confirment que des réservistes de l'US Air Force ont été déployés

dans des bases militaires en Asie du Sud-Ouest (golfe Persique).

(Voir l'article en anglais de Michel Chossudovsky, [Beating the Drums of War: Provoking Iran into "Firing the First Shot"?](#), Global Research, 14 janvier 2012)

par [Mondialisation.ca](#) et Julie Lévesque

4-2 Jean-Marie Chauvier : Russie : géopolitique de l'énergie

YOUKOSPETROLE2012

Extrait d'un article de la revue « Contradictions » 2003. JM Chauvier « Quelle place pour la Russie dans le monde »

L'affrontement entre le Kremlin et une fraction de l'oligarchie russe nous éclaire de façon saisissante. Voilà donc un géant pétrolier, *Youkos*, "acquis" par son patron Mikhaïl Khodorkovski pour 129 millions de dollars et coté en bourse à plus de 20 milliards, fusionnant avec un autre colosse, *Sibneft*, dont 51 parts sont obtenues en 1995 à 128 millions et cotées en 1997 à 1,5 milliards de dollars. Ils s'appêtent à vendre 25 à 40% de leurs parts aux compagnies états-uniennes *Exxon-Mobil* et/ou *Chevron-Texaco*, hors du contrôle du Kremlin. Le 25 octobre 2003, Mikhaïl Khodorkovski est arrêté, accusé d'évasions fiscales, d'escroqueries, de meurtres. Cinq milliards de dollars d'évasion fiscale par an, dix à quinze milliards de fuite des capitaux, plus de 150 milliards depuis dix ans, alors que la Russie "a faim d'investissements", tels seraient les dommages causés par les oligarques. Or, nos médias présentent plutôt Khodorkovski comme la victime d'un "règlement de comptes" du Kremlin, suivant en cela les libéraux et les mouvements de défense des Droits de l'Homme à Moscou, d'où un appel est lancé à *Amnesty International* pour octroyer au patron de Youkos le statut de "prisonnier politique". Poutine voudrait la peau de ce grand adversaire libéral. La "démocratie" est en danger, donc les privatisations, "on est à la veille de 1917" etc. Surprise, que cette "victimisation" du patron de Youkos ? Selon Jacques Sapir, économiste spécialiste de la Russie, l'oligarque serait en fait très lié à Exxon, il participait activement à la stratégie du groupe américain. Familier de l'ambassade des Etats-Unis, il a également pris position pour la guerre américaine en Irak et reproché à Poutine ses (pourtant modérées) critiques de cette guerre.

4 avril 2007, par Jean-Marie Chauvier

<http://www.cartografareilpresente.org/article23.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19